



Direction du Patrimoine Immobilier
Service Construction et Développement

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Travaux de peinture et de revêtements de sols

Marché n°2025CYCPU0T24

Maîtrise d'ouvrage :

Cergy-Paris Université 33,
boulevard du Port 95011
Cergy-Pontoise

Représenté par :

Le président de l'Université
Monsieur Laurent Gatineau Et
assisté par la
Direction du Patrimoine Immobilier
Et le Service des achats et marchés publics

Comptable assignataire :

L'agent comptable de l'Université

Le titulaire :

La société retenue à l'issue de la présente consultation

I – Clauses générales :

1.1 - Objet de la consultation et définition des parties contractantes :

La présente consultation a pour objet la réalisation de travaux de peinture et de revêtements de sols dans les locaux de CY Cergy Paris Université, en privilégiant l'utilisation de matériaux écologiques.

Les parties contractantes sont :

Maître d'ouvrage :	Cergy-Paris Université 33 boulevard du port 95011 Cergy-Pontoise
Interlocuteur CY :	Direction du Patrimoine Immobilier Service Construction et Développement 2 avenue Adolphe-Chauvin BP 222, Pontoise 95302 Cergy-Pontoise cedex
Titulaire :	L'entreprise titulaire du marché

1.2 - Bâtiments et locaux concernés :

L'université CY Cergy Paris Université créée au 1er janvier 2020 par décret -n° 2019-1095 du 28 octobre 2019- est la fusion de l'université de Cergy-Pontoise et de l'école d'ingénieurs EISTI. Elle représente 1 200 enseignants et enseignants-chercheurs, 800 personnels administratifs et 24 000 étudiants répartis sur 14 sites.

Département de Val d'Oise – 95

- **Site des Chênes** - 33, boulevard du Port – 95011 Cergy-Pontoise cedex (*4 bâtiments - Chênes bâtiments), Chênes 2, Tour, JT*)
- **Site des Cerclades** - Place des Cerclades - 95015 Cergy-Pontoise cedex (*1 bâtiment*)
- **Site de Saint-Martin - 2, avenue Adolphe-Chauvin**, Pontoise 95302 Cergy-Pontoise cedex (*2 bâtiments - Saint-Martin 1, Saint-Martin 2*)
- **Site de Neuville-sur-Oise** - 5, Mail Gay Lussac – 95031 Cergy-Pontoise cedex (*3 bâtiments – Bâtiment principal, MIR, Neuvitec*)
- **Site d'Argenteuil** - 95-97, rue Valère-Collas - 95100 Argenteuil (*2 bâtiments- Argenteuil 1 et Argenteuil 2*)
- **Site de Sarcelles** - 34, boulevard Bergson - 95200 Sarcelles (*1 bâtiment*)
- **Site François Mitterrand** : Avenue du Parc, 95 011 Cergy-Pontoise (*3 bâtiments – Concordet, Turing, Cauchy*)
- **Site Fermat** : 32, boulevard du Port, 95011 Cergy-Pontoise (*1 bâtiment*).

Département des Yvelines – 78

- **Centre de formation de Saint Germain en Laye** : 5, rue Pasteur – 78100 Saint-Germain-en-Laye (*10 bâtiments – bâtiment A, B, C, D, E, F, S, ENI, Accueil, Gymnase*)
- **Site de L'Ecole de Design et Bachelor** – 34 rue de la Croix de Fer – 78100 Saint-Germain- en-Laye

Département des Hauts-de-Seine – 92

- **Site d'Antony-Jouhaux** : 26 rue Léon Jouhaux – 92160 Antony (*2 bâtiments – Bâtiment principal, logements*)
- **Site de Gennevilliers** : Avenue Marcel Paul, Z.A.C. des Barbanniers 92230 Gennevilliers (*1 bâtiment*)

Tout ajout ou suppression d'un site fera l'objet d'une modification du marché par la voie d'un avenant.

1.3 - Plans :

Aucun plan n'est communiqué dans le présent accord-cadre. Toutefois, à l'émission de chaque bon de commande sera joint un ou plusieurs plans pour le repérage des lieux des travaux, ou fera l'objet d'un relevé et d'un plan à main levée.

1.4 – Normes et règlements :

L'exécution devra être conforme à tous les décrets et normes publiés au moment de la réalisation du chantier. Le prix remis par le titulaire s'entendra conforme à toutes les normes et décrets publiés au jour de la remise des prix. Si pendant la durée du marché, de nouveaux règlements ou normes entraient en vigueur, le titulaire devra effectuer les modifications nécessaires, de manière à livrer à la réception, des installations conformes aux dernières dispositions.

1.5- Documents techniques de référence :

Les ouvrages à exécuter devront être réalisés conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Aux normes françaises homologuées par l'AFNOR,
- Aux documents techniques unifiés (D.T.U.) et à leurs additifs publiés par le C.S.T.B.,
- Aux prestations et spécifications techniques du R.E.E.F.,
- Aux prescriptions et exigences de stabilité au feu des matériaux,
- Aux règlements de sécurité contre l'incendie,
- Au Règlement Sanitaire Départemental,
- Au Code du Travail,
- Aux Cahiers de Recommandations Techniques relatives aux constructions scolaires du Ministère de l'Éducation nationale,
- À l'ensemble des décrets, arrêtés et circulaires en vigueur, notamment :
 - **Les Arrêtés des 25 juin 1980 et 4 juin 1982 modifiés (voir article GN 10 § 2),**
 - **Les Arrêtés des 4 juin 1982 et 13 janvier 2004 modifiés** (complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public),
 - **Décret n°92-158 du 20 février 1992 et son arrêté du 19 mars 1993** (fixant, en application de l'article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels un plan de prévention doit être établi par écrit),
 - **Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 ainsi que l'arrêté du 26 février 2003** (relatif aux circuits et installations de sécurité),
 - **Décret n°95-1081 du 3 octobre 1995** (Décret relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être utilisés dans certaines limites de tension).

Les documents ci-dessus, bien que non joints au présent D.C.E., sont réputés parfaitement connus des parties contractantes qui leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

Nota :

Le titulaire est tenu de signaler au Maître d'ouvrage toutes contradictions entre les documents cités ci-dessus et les pièces concernant le présent projet.

1.6- Portée du devis descriptif :

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de décrire d'une manière aussi précise que possible, la nature et la disposition des ouvrages à exécuter.

Toutefois, ce C.C.T.P. et les futures demandes de devis, ne peuvent prétendre à la description absolument détaillée de toutes les opérations ; le titulaire ne pourra donc, en aucun cas, arguer d'une différence d'interprétation et se prévaloir d'omissions ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sans supplément de prix l'intégralité des travaux utiles à la parfaite et complète exécution selon les Règles de l'Art, quand bien même il

n'en serait pas fait mention à la partie traitée, dès que ces fournitures et façons sont nécessaires à l'opération projetée.

Le présent C.C.T.P. précise les indications du Bordereau des Prix Unitaires.

En conséquence, le candidat doit étudier avec soin les pièces remises, s'entourer de tous les renseignements pour ce qui peut lui paraître douteux et peut visiter les lieux où doivent s'effectuer les travaux. Elle peut poser au Maître d'ouvrage toutes les questions qu'elle juge utiles à la compréhension totale du C.C.T.P. et des prescriptions techniques.

Il appartient alors au candidat de présenter, toutes observations ou suggestions qu'elle jugera utile quant aux dispositions du marché et des solutions techniques retenues.

1.7- Définition des prestations :

Elles comprennent :

- Les relevés sur place et les plans d'exécution.
- L'exécution des travaux de peinture et de revêtement de sol
- Les heures de nuit et de week-end éventuelles
- La fourniture, le transport sur le chantier, la mise en œuvre de tous les matériaux et matériels nécessaires sans qu'il soit possible d'invoquer une mauvaise interprétation du dossier de consultation.
- La conduite et la surveillance des travaux jusqu'à réception des ouvrages.
- La réfection des ouvrages défectueux, défaillants ou insuffisants, constatés en cours d'exécution et à la réception des travaux.
- La protection des locaux, des appareils et des installations existantes jusqu'à la réception contre tous les incidents de chantier.
- L'enlèvement des gravois, déchets et emballages.
- Le nettoyage en cours et en fin de travaux.

1.8 - Condition d'exécution du marché :

Les travaux sont effectués sur devis préalablement acceptés, et calculés sur la base de prix unitaires figurant au bordereau rempli par le titulaire, dans le respect de la définition qui en est donnée à l'article 10 du CCAG Travaux.

L'Université se réserve le droit de faire examiner à tout moment les devis par un mètreur-vérificateur.

1.9 - Documents à fournir :

Le titulaire fournit les documents précisés à l'article 29 du C.C.A.G. et complétés par les modalités administratives imposées par le Maître d'Ouvrage suivantes :

Avant exécution :

- Calendrier prévisionnel d'exécution.
- Méthodes, phasages, procédés et moyens mis en œuvre.
- Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)
- Echantillons et fiches produites.
- Certificats et agréments des matériaux et matériels.

Après exécution :

- Certificats de garantie.
- Notice d'entretien, etc...
- Tous documents constituant le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage.

Ces documents, dessinés et/ou écrits, seront fournis au Maître d'Ouvrage, en format informatique et 1 exemplaire papier.

1.10 - Echantillons, variantes :

Le présent C.C.T.P. définit pour certains matériaux et matériels, un modèle de référence et autorise la fourniture de produit qualifié d'équivalent.

Les marques et produits référencés dans le présent C.C.T.P. sont indiqués afin que le candidat puisse établir une base de prix correspondant aux objectifs performanciers et d'aspects exigibles.

Le candidat pourra donc présenter des matériaux équivalents. Les documentations techniques, procès-verbaux, nuanciers, et autres seront fournis pendant la période de préparation (originaux).

Le titulaire pourra donc présenter des matériaux équivalents. Les documentations techniques, procès-verbaux, nuanciers, et autres seront fournis pendant la période de préparation (originaux).

1.11 - Qualité et mise en œuvre des matériaux générales :

Suivant le C.C.A.G. Travaux, tous les matériaux seront de la meilleure qualité et mis en œuvre suivant les règles de l'Art.

Le candidat est tenu de produire, à la demande du Maître d'ouvrage, toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux.

1.12 – Matériaux écologiques

Le candidat présentera dans son offre la liste des matériaux écologiques qu'il utilisera ainsi que la liste des fiches matériaux (peinture, sols, colles, enduits).

Il précisera la labélisation des matériaux utilisés (ex : ecocert , gut , epd, bbv, leed, HQE, BREAM, etc...) Il précisera la teneur en COV de chacun des produits utilisés.

II – Responsabilité du titulaire :

2.1 - Considérations générales :

Le titulaire devra prendre toutes précautions utiles afin d'éviter toutes dégradations sur les ouvrages existants. Tout dégât occasionné par le matériel ou le personnel de l'entreprise sera réparé au compte du titulaire, et plus particulièrement, bris de matériel, vitres, etc....

Le titulaire devra prendre toutes précautions utiles pour maintenir le bon ordre et la discipline sur le chantier et prévenir ou supprimer tout acte de nature à troubler ce bon ordre.

Le titulaire ne doit rien faire qui soit susceptible de gêner ou de compromettre, l'exécution, la coordination ou la surveillance des travaux exécutés par les diverses entreprises ou par le personnel de l'administration travaillant sur les mêmes chantiers que le titulaire.

2.2 - Considérations relatives à l'exécution des travaux :

Les installations de chantier ne pourront être implantées qu'après accord préalable de l'université et plus particulièrement, du service de gestion exploitation. La baraque de chantier devra porter, le cas échéant, d'une manière apparente le nom et l'adresse du titulaire.

Le chantier et ses abords devront être maintenus par le titulaire constamment propre et en bon ordre.

Le titulaire ne doit pas toucher, sous aucun prétexte aux installations en service ou à l'arrêt ni aux ouvrages enterrés, avant d'avoir obtenu l'autorisation préalable du Maître d'Ouvrage.

Le titulaire ayant à sa charge les mesures de sécurité de son chantier, doit notamment installer des barrières, et signaler efficacement ses fouilles, dépôts de matériaux, obstacles à la circulation, afin de prévenir les accidents.

2.3 - Exécution des travaux :

Le titulaire doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement de l'opération. En aucune façon, Il ne pourra se prévaloir d'un manque de précision des plans et documents divers ou pour ne pas avoir proposé ou prévu dans son devis, tout dispositif, appareil ou accessoire non mentionné mais nécessaire pour le bon achèvement des travaux dans le respect de la réglementation en vigueur au moment de l'exécution.

Les percements dans les ouvrages en béton armé sont interdits sans autorisation préalable écrite du responsable du service patrimoine ou de son représentant.

Les fixations par pointes SPIT ou similaires sont interdites.

Le titulaire a la responsabilité de la conservation de ses approvisionnements, qu'ils se trouvent hors ou sur le chantier. Il garde cette responsabilité jusqu'à la réception définitive.

2.4 - Déposes et reposes des appareils :

Les déposes et reposes d'appareils sanitaires, de chauffage, d'électricité, etc., indispensables pour la terminaison de l'ouvrage sont à la charge du titulaire.

2.5 - Contraintes :

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les travaux seront très souvent réalisés en site occupé. Ceci entraîne des gênes ou obstacles qui peuvent poser des problèmes lors de l'exécution des travaux. En effet, dans la majorité des cas, les travaux auront lieu dans des locaux encombrés ou dans lesquels sont installés des matériels fragiles et coûteux, nécessitant énormément de précautions, de soins et d'attention.

Il ne sera pas obligatoirement assuré un chantier permanent, puisque les opérations sont ponctuelles et dispersées. Les titulaires seront donc soumises à des contraintes de temps, de durée, d'horaires et de disponibilité immédiate, mais aussi d'accès, de clés, de dispersion géographique.

Horaires d'ouverture de l'Université : de 07h30 à 19h30

2.6 - Exécution des travaux bruyants ou contraignants :

Le Maître d'ouvrage pourra demander que certains travaux bruyants ou contraignants soient exécutés en dehors des heures de fonctionnement, à l'exclusion d'interventions nocturnes.

2.7 - Exécution des travaux insalubres :

Aucun supplément ne sera accordé pour des travaux insalubres, effectués dans des locaux encombrés ou à

l'éclairage artificiel.

2.8 - Hygiène et sécurité de chantier :

Dès le début des travaux le titulaire est responsable et doit faire assurer l'hygiène et la sécurité du chantier, à ses frais, conformément aux règlements en vigueur, pendant la réalisation du chantier.

Les mesures à prendre en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier doivent être conformes au décret 65-48 du 8 janvier 1965 dans sa dernière parution, à la loi du 6 décembre 1976, relative au développement de la prévention des accidents du travail, ainsi que celle du 31 décembre 1991 et art. L 230.2, aux arrêtés et décrets, ainsi qu'à la réglementation du travail en vigueur.

Interdiction formelle est faite aux ouvriers travaillant sur le chantier de faire du feu dans les locaux, dans l'emprise du chantier et de ses abords, d'utiliser les locaux en travaux ou ceux existants comme vestiaires, réserves, cantines, WC, etc... Et en aucune façon, de commettre toute action nuisible à la propreté et à l'hygiène du chantier.

Toute dégradation sera imputée au titulaire.

L'utilisation d'amiante ou de matériaux à base d'amiante est interdite. Toute découverte d'amiante ou de matériaux à base d'amiante doit être signalée immédiatement aux différents responsables. La manipulation de ces matériaux doit être effectuée selon les décrets, arrêtés et circulaires en vigueur au moment de la découverte, notamment :

- Décret n°96-98 du 7 février 1996, Arrêté du 14 mai 1996 modifié, Circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996, Arrêté du 6 décembre 1996, Circulaire DGS/VS3/94/n°70 du 15 septembre 1997.

2.9 - Echafaudages et Agrès :

Le titulaire fera son affaire des échafaudages et agrès nécessaires à l'exécution des ouvrages de toute la nature dont il a la charge.

Les échafaudages et dispositifs de protections seront établis en conformité à la législation et à la réglementation.

2.10 - Rendez-vous de chantier :

Des réunions de coordination pourront être organisées, chaque fois que le Maître d'ouvrage le jugera utile, avec présence obligatoire du représentant du titulaire. L'absence au rendez-vous de chantier peut entraîner l'application de pénalités.

Délai pour les rendez-vous et les remises de devis :

Suite à la sollicitation, le titulaire doit organiser un rendez-vous sur site sous un délai maximal de 5 jours. À l'issue de cette visite, l'entreprise dispose d'un délai maximal de 48 heures pour transmettre à l'Université un devis chiffré.

2.11 - Réunion de suivi des travaux :

Des réunions seront organisées avec l'université et le représentant de l'entreprise titulaire. Ces réunions auront pour but de faire un point sur les devis demandés et sur les travaux en cours. L'absence aux convocations peut entraîner l'application de pénalités. Les réunions pourront être en Visio après autorisation de CY

2.12 - Présence du titulaire sur le chantier – choix du représentant :

Pendant toute la durée des travaux, le titulaire doit être présent sur le chantier ou être représenté par des personnes capables de le remplacer (tant au point de vue technique qu'administratif).

Les personnes représentant la société en l'absence du chef de chantier doivent à minima maîtriser la langue française.

Avant tout commencement des travaux, le titulaire devra faire connaître à l'administration, par écrit, la personne qualifiée pour :

- Représenter le titulaire en permanence sur le chantier,
- Recevoir valablement de l'administration toutes notes, communications,
- Signer en son nom, tous attachements et constats auxquels les travaux pourraient donner lieu.
- La personne désignée par le titulaire devra tenir un cahier de chantier indiquant journallement :
 - Le ou les chantiers en cours,

- L'état d'avancement des travaux sur ce ou ces chantiers,
- Le nombre de personnes présentes sur ce ou ces chantiers.

Ce cahier devra être présenté lors des réunions travaux, en principe tous les quinze jours, au service patrimoine.

2.13 - Sortie et enlèvements des gravois :

Le titulaire est chargé de l'enlèvement de ses gravois, chaque fois que leur volume l'exige ainsi qu'à la demande du Maître d'ouvrage.

Les prix devront donc tenir compte implicitement de cette obligation.

En cas de non-respect de cette clause, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter l'enlèvement par une entreprise de son choix et d'en imputer les frais au titulaire.

2.14 – Nettoyages :

Il est rappelé que le titulaire doit le nettoyage parfait de ses différents postes de travail ainsi que des accès qu'il emprunte pour y parvenir aussitôt que nécessaire.

Le titulaire aura en outre à sa charge, de veiller et de faire procéder au nettoyage des emprises sur le sol ainsi que des abords du chantier.

Les prix devront donc tenir compte implicitement de cette obligation.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'ordonner toutes interventions dans le cas où il jugerait que l'état d'une partie ou la totalité du chantier le nécessite.

Dans l'éventualité où son ordre ne serait pas suivi d'exécution, il fera effectuer le nettoyage par toute entreprise de son choix, les frais étant imputés au titulaire

III – Travaux de peinture :

3.1 - Consistance des travaux :

Les prestations comportent la remise en état en peinture des surfaces murs et plafonds (préparation des surfaces et pose de deux couches de peinture possibilité de pose de toile de verre), conformément aux prescriptions et descriptions ci-après et aux règles de l'Art.

Il sera demandé par la même occasion de regrouper les meubles au centre de la pièce ou de les déplacer dans une autre pièce du même palier en fonction des travaux à réaliser. La remise à l'identique du lieu sera exigée.

3.2 - Prescriptions et règlements à observer :

Le titulaire du présent marché devra se conformer aux « Clause Générales », à la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, et plus particulièrement aux documents suivants, sans que la liste soit exhaustive :

D. T. U. :

N° 59.1 : Peinture

Documents divers :

- Cahier des Charges N° 1543 194 de novembre 1978
- Additif N° 1 N° 1607204 de novembre 1979
- Cahier des Clauses spéciales N° 1543 de novembre 1978
- Mémento N° 1543 194 de novembre 1978
- Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution des enduits de lissage de sols intérieurs N° 18935.36
- Cahier du C.S.T.B. N° 231 de mars 1983.

Normes :

- NFT 36 005 : Classification des peintures, vernis et produits connexes.
- NFT 30 608 : Enduits de peinture pour travaux intérieurs-Spécifications.
- NFT 31 004 : Pigments - minium pour peintures.
- NFT 30.700 : Peinture - revêtements plastiques épais - spécifications.
- FDT 30.808 : Peinture et vernis pour le bâtiment – guide relatif aux produits et systèmes de peinture pour façade.
- NFT 30.804 : Spécifications des peintures microporeuses pour façades.
- NF. EN 927-1 : Produits de peinture et systèmes de peinture pour le bois en extérieur.
- NF. EN 1062-1 : Produits de peinture et systèmes de peinture pour maçonnerie extérieure et béton.
- XP. T 34-722 : Adaptation des revêtements de façade à la nouvelle classification européenne
- T 30 805 Guide relatif aux produits de peintures utilisés dans les travaux de peinture du bâtiment.

Les Prescriptions et Cahiers des Charges des fabricants.

3.3 - Contenu des travaux :

Ces travaux comprennent :

- La mise à disposition au Maître d'Ouvrage des échantillons de peinture et de revêtements,
- La préparation de l'espace d'intervention et la protection du mobilier et autres.
- La réalisation des travaux de préparation des supports en fonction de leur état,
- La fourniture, l'application et la pose des produits décrits ci-après,
- Le nettoyage des revêtements et des locaux à la fin de ces travaux et la remise en place de tous les éléments ayant été déposé ou déplacé.

3.4 - Coordination avec les autres corps d'état :

Les travaux de peinture et de revêtements muraux seront par moment réalisés en coordination avec d'autres corps d'état.

D'autres travaux seront réalisés ponctuellement avant ou après la réalisation des travaux décrits dans le présent marché.

3.5 - Reconnaissance des subjectiles :

Le titulaire devra procéder à la réception de ses supports. Cette réception sera effectuée en présence du Maître d'Ouvrage.

3.6 - Nature et qualité des matériaux :

Le candidat établit dans son offre la liste des produits qu'elle utilise pour les chantiers (type de peinture, type d'enduits, etc...)
CY attache une importance particulière à l'utilisation de matériaux écologiques

Les peintures ainsi que les produits de rebouchage et enduits devront être compatibles entre eux et avec les matériaux à peindre.

Les produits devront être soumis au préalable à l'agrément du Maître d'Ouvrage, qui se réserve le droit de refuser tous ceux qui ne lui conviendraient pas, sans que le titulaire puisse prétendre de ce fait, à une plus-value quelconque sur les prix remis, ceci dans le cadre des spécifications portées au présent devis descriptif.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit pendant l'exécution d'exiger la présentation des certificats d'essais du laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics. Cependant, le titulaire fournira à l'appui de sa soumission un procès-verbal d'essais du laboratoire précisant que les produits ne présentent pas d'altération après 40 cycles de vieillissement accéléré, et une liste détaillée des produits proposés, accompagnée d'un mémoire technique donnant les caractéristiques de ces produits, ainsi que la technique de mise en œuvre en fonction des subjectiles

3.7 - Origine des matériaux :

Les produits sont préconisés à titre de référence qualitative. Sauf indications contraires portées au descriptif, le titulaire aura la faculté de proposer des produits techniquement équivalents, à condition qu'ils proviennent de marques réputées, que leurs caractéristiques soient identiques et leurs qualités au moins équivalentes à celles des fabrications indiquées ci-après.

Le Maître d'ouvrage aura seule qualité pour apprécier cette équivalence.

3.8 - Contrôle des matériaux :

Sur le chantier, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire procéder inopinément à tous les prélèvements et à toutes les analyses, tant des matières premières livrées au chantier que des peintures employées par les ouvriers.

Tous les frais d'analyse et de contrôle quels qu'ils soient, seront à la charge du titulaire. Les produits non conformes, pour les produits de marque, seront refusés et immédiatement évacués

3.9 - Echantillons :

La mise au ton des différents produits décrits sera fournie au titulaire avant l'exécution de son travail, le programme ton sera particulier à chaque ouvrage.

Le titulaire sera tenu de respecter tous les tons donnés qui seront choisis par le Maître d'Ouvrage parmi les cartes d'échantillons de la marque citée en référence. Ces teintes ne devront pas faire l'objet d'une mise au ton approximatif par le titulaire, au moyen de colorants divers autres que ceux préconisés par le fabricant.

3.10 - Stockage des matériels et matériaux :

Les matériaux et matériels n'ont pas vocation à être entreposés sur les lieux de l'université. L'université décline sa responsabilité en cas de vol ou pertes.

3.11 - Panneau de chantier :

En site occupé le titulaire doit instaurer un périmètre de chantier ainsi qu'une signalisation de chantier.

3.12 - Travaux préparatoires :

Dépose avec soin de tous les éléments et objets fixés sur les murs et boiseries notamment : patères, fixations d'extincteurs, panneaux d'affichage, cimaises, étagères, décorations murales, portes, cache radiateurs, casiers de rangement, tableaux, rideaux et voilages, etc.

Tous ces éléments seront protégés pendant toute la durée des travaux et reposés après travaux. Leurs fixations seront remplacées si nécessaire.

Déplacement et protection des meubles et appareils pour permettre les travaux sur les murs et plafonds des locaux concernés et remise en place après travaux.

Les brossages, dégraissages, rebouchages, enduits, impressions, etc., devront être exécutés en fonction de la nature et de l'état de surface des supports, conformément aux prescriptions prévues par le descriptif.

Avant tout commencement des travaux, le titulaire vérifiera la compatibilité de chaque produit avec son support.

a) Sur les ouvrages de maçonnerie

Les supports seront soit en brique, en enduit ciment lissé, en plâtre ou plaque de plâtre.

Les surfaces d'application des peintures devront être parfaitement lisses et planes. Les enduits garnissant devront adhérer fortement au support, de même pour les enduits de finition.

Anciens trous d'accrochage de tableau, étagères ou autre : à reboucher à la demande.

- Sur les supports enduits en forme de gouttelette à rendre lisse (ex. en cuisine pour respecter la demande des vétérinaires), le titulaire s'assurera de la bonne tenue de l'enduit « gouttelette ». Si mauvais état, elles seront grattées et l'enduit refait.

b) Sur les ouvrages en bois

Les menuiseries à peindre recevront, avant pose, une couche d'impression.

Les bois seront soigneusement rebouchés, poncés et tout spécialement les surfaces présentant des irrégularités (nœuds, trous de clous, gerces, entailles...)

Les panneaux en particules d'agglomérés seront enduits.

c) Sur les ouvrages métalliques

Tous ces ouvrages seront grattés, décalaminés, brossés et traités anticorrosion, à l'exception des ouvrages galvanisés ou en métaux non ferreux.

3.13 - Préparation des supports :

Selon les supports et leur état les travaux d'apprêts se feront à la demande et pourront comportés tout ou partie des opérations suivantes.

Support plâtre et dérivés :

- Décapissage
- Lessivage pour repeindre
- Epoussetage
- Egrenage
- Couche d'impression fixante et pénétrante
- Rebouchage, enduit repassé, ponçage, époussetage
- Rebouchage, enduit non-repassé, ponçage, époussetage
- Traitement hydrofuge

Support béton et maçonnerie :

- Décapissage
- Décapage chimique, thermique ou à l'eau sous-pression
- Lessivage pour repeindre
- Epoussetage
- Brossage, époussetage et égrenage

- Dégrossissage
- Couche d'impression fixante et pénétrante
- Enduisage
- Reprise des fissures et des épaufrures (béton résine)

Support bois et dérivés :

- Décapage chimique, thermique
- Lessivage, dégraissage et rinçage pour repeindre sur anciennes peintures
- Grattage des peintures écaillées
- Brossage, ponçage et époussetage
- Couche d'impression pénétrante d'accrochage
- Rebouchage au mastic et ponçage
- Ponçage après impression
- Enduisage

Support métallique et canalisations :

- Décapage chimique, thermique ou à l'eau sous-pression
- Lessivage, dégraissage et rinçage pour repeindre sur anciennes peintures
- Décalaminage
- Brossage et martelage pour élimination de la rouille
- Dérochage des subjectiles galvanisés ou métallisés
- Couche primaire inhibitrice de corrosion
- Couche primaire réactive
- 1 Couche d'accrochage pour support plastique, PVC ou cuivre
- Couche primaire de peinture
- Ponçage des aspérités et matage des peintures brillantes

3.14 - Mode d'application :

Certains types de peinture devront être obligatoirement appliqués à la brosse, sur les menuiseries en bois notamment.

D'autres types pourront être appliqués au pistolet, toutes précautions étant prises pour éviter les projections sur les vitres, menuiseries ou autres fonds conservés dans leur aspect naturel ou faisant l'objet d'un traitement différent.

En tout état de cause, le mode d'application devra être compatible avec le type de peinture, le support et l'état de finition prévue.

3.15 - Spécification par nature de support :

Plafonds des pièces sèches :

- Travaux préparatoires et d'apprêts dito § 3.13
- Finition par 2 couches de peinture mate.
- Etat de finition : B selon le DTU 59.1

Plafond des pièces sèches en revêtement :

- Travaux préparatoires et d'apprêts dito § 3.13
- Fourniture et pose de toile de verre de type classique ou autre, ou similaire à la toile existante en cas de raccords sur revêtement existant.
- Finition par 2 couches de peinture acrylique garnissant mate.
- Etat de finition : B selon le DTU 59.1

Murs des pièces sèches :

- Travaux préparatoires et d'apprêts dito § 3.13
- Finition par 2 couches de peinture satinée.
- Etat de finition : B selon le DTU 59.1

Murs des pièces sèches en revêtement :

- Travaux préparatoires et d'apprêts dito § 3.13
- Fourniture et pose de toile de verre de type classique ou autre, ou similaire à la toile existante en cas de raccords.
- Finition par 2 couches de peinture acrylique garnissant satinée.
- Etat de finition : B selon le DTU 59.1

Plafonds des pièces humides :

- Travaux préparatoires et d'apprêts dito § 3.13
- Finition par 2 couches de peinture laque.
- Etat de finition : B selon le DTU 59.1

Plafonds des pièces humides en revêtement :

- Travaux préparatoires et d'apprêts dito § 3.13
- Fourniture et pose de toile de verre de type classique ou autre, ou similaire à la toile existante en cas de raccords.
- Finition par 2 couches de peinture laque acrylique garnissant ou équivalent
- Etat de finition : B selon le DTU 59.1

Murs des pièces humides :

- Travaux préparatoires et d'apprêts dito § 3.13
- Finition par 2 couches de peinture laque demi-brillante.
- Etat de finition : B

Murs des pièces humides en revêtement :

- Travaux préparatoires et d'apprêts dito § 3.13
- Fourniture et pose de toile de verre de type classique ou autre, ou similaire à la toile existante en cas de raccords.
- Finition par 2 couches de peinture laque acrylique garnissant demi-brillante.
- Etat de finition : B

Boiseries intérieures :

- Travaux préparatoires et d'apprêts dito § 3.13
- Finition par 2 couches de peinture laque.

Menuiseries métalliques intérieures :

- Travaux préparatoires et d'apprêts dito § 3.13
- Raccord des solins de mastic pour vitrage, compris sondages,
- Protection par minium de plomb en raccord,
- Finition par deux couches de peinture laquée brillante.

Canalisation intérieure :

- Travaux préparatoires et d'apprêts dito § 3.13
- Finition par deux couches de peinture laquée brillante.

Vernis sur boiseries intérieures :

- Travaux préparatoires et d'apprêts dito § 3.13
- Finition par 2 couches de vernis brillant à base de résines glycérophthaliques ou équivalentes.

Boiserie extérieure :

- Travaux préparatoires et d'apprêts dito § 3.13
- Couche d'impression pénétrante à base de résines acryliques en dispersion ou équivalent,
- Finition par 2 couches de peinture laque microporeuse demi-brillante.

Parties métalliques et canalisations extérieures :

- Travaux préparatoires et d'apprêts dito § 3.13

→ Finition par 2 couches de peinture brillante aux résines glycérophthaliques ou équivalentes.

Vernis sur boiseries extérieures :

→ Travaux préparatoires et d'apprêts dito § 3.13

→ Finition par deux couches de vernis brillant à base de résines glycérophthaliques ou équivalentes.

3.16 – Aspect de finition :

Les films de peinture devront être livrés en parfait état, exempts de craquelure, faïençage, cloque, écaillage, farinage, etc...

L'aspect des peintures sera jugé, tant sur la planéité des surfaces que sur la régularité des teintes.

Il ne sera admis aucune différence de teinte ou d'aspect par suite de la présence dans un local de supports de natures différentes.

Les fonds finis devront être parfaitement et totalement recouverts. Si ce résultat n'était pas obtenu, le titulaire devrait l'application d'une nouvelle couche à ses frais, jusqu'à obtention du résultat désiré.

3.17 – Livraison des locaux :

Les locaux à peindre seront livrés avec les meubles et accessoires (étagères, cadres, tableaux) remis en place par le titulaire aux emplacements initiaux.

Les appareillages électriques, grilles de ventilation, articles de quincailleries, etc., devant conserver leur aspect auront été déposés au préalable, nettoyés et reposés après peinture. S'ils sont cassés à la dépose ou la repose, ils seront remplacés à l'identique. Au cas où ils ne se font plus, c'est tout l'appareillage complet (interrupteurs, prises, sortie de câble ...) qui sera remplacés par le titulaire.

Les pièces métalliques, en cuivre, en bronze ou aluminium, etc., ne devront en aucun cas être peintes. Le titulaire devra assurer leur protection par tous les moyens appropriés, ou leur dépose et repose. Il ne sera toléré aucun grattage ou décapage sur les pièces qui auraient été peintes malgré cette interdiction, et le titulaire en devra le remplacement à ses frais.

Les travaux comprennent toutes les protections des surfaces qui pourraient être tachées ou détériorées. Toutes dégradations du fait du peintre seront réparées à ses frais.

Tringle, voilage, rideau et stores : Le démontage et le remontage sont compris, les rideaux seront stockés correctement pliés et hors poussière (enveloppés dans un polyane). Les tringles seront stockées et répertoriées. En cas de non-respect, le travail sera fait par une autre entreprise au frais de l'entreprise titulaire du présent marché.

3.18 – Raccord de peinture :

Le titulaire devra faire tous les raccords de peinture sur les ouvrages à peindre, tels que :

- Les raccords après les remises en jeux de menuiseries,
- Les raccords après les essais de réception,
- Les raccords aux plinthes après pose des sols,
- Les raccords après pose des ouvrages peints ou livrés finis, etc...

De même, il devra assurer tous les raccords de peinture sur les canalisations de plomberie, après les essais de la mise en service de ces installations.

3.19 – Nettoyage avant mise en service :

Tous les nettoyages de mise en service seront dus par le titulaire de peinture et réalisés conformément aux spécifications du Cahier des Clauses Spéciales du D.T.U. N° 59.1.

Le nettoyage n'exclue pas les protections de certains ouvrages qui devront être assurées sans aucune plus-value sur les prix initiaux.

Quelle que soit la nature du sol, les travaux de nettoyage comprennent comme travaux préparatoires :

- Balayage et enlèvement des déchets restant encore après les nettoyages de tous les autres corps d'état,
- Grattage de tous les matériaux adhérents (plâtre, ciment, mastic, peinture, etc....).

Les nettoyages devront faire disparaître les taches de peinture ou d'huile, les taches de plâtre, de ciment, etc...

Les produits utilisés (solvants, décapants, etc....), les procédés mis en œuvre, grattage, ponçage, etc.,

Devront être appropriés, afin de ne pas provoquer d'altération des matières elles-mêmes ou de leur état de surface (poli, brillant...).

En particulier :

- Le lavage à l'esprit de sel est admis pour les carrelages en grès cérame, en terre cuite (céramique), les carreaux en ciment, les demi-grès, etc., sous réserve que toutes les précautions soient prises pour que les vapeurs acides ne puissent attaquer les appareils métalliques exposés (protection des pièces où s'effectue le nettoyage), et que le lavage effectué par petites surfaces (2 à 3 m²) soit suivi d'un rinçage à l'eau pure pour éviter l'attaque des joints. Un tel lavage est interdit pour les appareils sanitaires.

Le ponçage pourra être pratiqué :

- Au grès pour les grès cérame,
- À la pierre ponce pour les demi-grès ou la terre cuite (céramique),
- Il est formellement interdit sur les revêtements émaillés ou les appareils sanitaires.

Dans le cas de revêtements non traditionnels, il y aura lieu éventuellement de se référer, pour les nettoyages, aux indications données par les fabricants intéressés.

Les serrures seront débarrassées de toutes traces d'enduit ou de peinture pouvant entraver leur fonctionnement. Les appareils sanitaires, la robinetterie, les plaques d'interrupteurs et de prises de courant, les pièces de quincaillerie, les carrelages, les revêtements muraux, etc., seront nettoyés avec le plus grand soin.

En fin de travaux, tous les vitrages en place seront nettoyés : fenêtres, portes fenêtres, châssis fixes, châssis de toiture, châssis basculants...

En règle générale, le titulaire doit en fin de travaux le libre jeu des fermetures (crémones, gâches, trous de bues, etc....) qui auraient été bouchés ou bloqués pendant la mise en peinture.

Il sera imposé à l'entreprise titulaire, si celle-ci n'effectue pas elle-même les travaux de nettoyage, de présenter à l'agrément du Maître d'ouvrage, le sous-traitant qu'elle se propose d'employer avant tout commencement des travaux sous-traités.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, en cas de défaillance du titulaire de prendre une entreprise de nettoyage au frais du titulaire.

IV – Travaux revêtement de sols souples :

4.1 – Consistance des travaux :

Les prestations comportent la fourniture et la pose de tous les revêtements de sols souples décrits ci-après, y compris le transport et tous les ouvrages et sujétions accessoires nécessaires à la parfaite exécution des travaux, conformément aux prescriptions et descriptions ci-après et aux règles de l'Art.

4.2 – Documents de références :

Le titulaire devra se conformer aux « Clause Générales Communes à tous les Corps d'Etat », à la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, et plus particulièrement aux documents suivants, sans que la liste soit exhaustive :

D.T. U. :

N° 53 : Revêtements de sols collés

N 53-2 : Revêtement de sols plastiques collés

Documents divers :

- R.E.E.F. et avis technique du C.S.T.B.
- Cahier des C.S.T.B. : qualité acoustique des revêtements de sols.
- Cahiers N° 1005-1006 et 1200 : directives communes pour l'agrément des revêtements de sols minces et des sols plastiques (U.E.A.T.C.)

- Cahier N° 1504 : notices sur le classement UPEC des locaux et revêtements de sols minces.
- Cahier du C.S.T.B. : prescriptions pour la réalisation des joints soudés à chaud sur les revêtements de sols vinyliques.
- Cahier du C.S.T.B. N° 1835-36 : Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution des enduits de lissage de sols intérieurs.

Normes :

- Normes françaises AFNOR
- NFG 00 012-G35 000-001-002 et 003

Les préconisations et prescriptions d'emploi des fabricants.

4.3 – Documents de références :

Le titulaire à la charge de :

- La mise à disposition au Maître d'œuvre des échantillons de revêtements,
- La dépose et la préparation des sols existants,
- La réalisation du ragréage des sols devant recevoir un revêtement,
- La fourniture et la pose des ouvrages décrits ci-après,
- La protection des revêtements en cours de travaux,
- Le nettoyage des revêtements à la fin de ces travaux

4.4 – Coordination avec les autres corps d'état :

Les travaux de revêtement de sol ne seront pas réalisés en même temps que d'autres travaux.

4.5 – Echantillons :

Des échantillons devront être présentés par le titulaire au Maître d'œuvre afin de définir le choix des teintes avec le Maître d'ouvrage.

Le titulaire, dès le choix défini des différents matériaux, devra les approvisionner afin de pallier aux ruptures éventuelles, notamment en prévision des périodes de congés d'été.

Tous les matériaux mis en œuvre devront correspondre en tous points (aspect, qualités, coloris) aux échantillons représentés, faute de quoi, ils seront refusés.

4.6 – Dépose :

Les principes suivants seront notamment à respecter pendant l'exécution des travaux :

- Limiter au maximum la formation de poussière par l'utilisation d'outils adaptés à chaque situation de travail.
- L'utilisation d'outillage à vitesse rapide équipée d'un dispositif d'aspiration est proscrite.
- S'agissant des problèmes d'amiante, le titulaire et l'université respectent la réglementation en vigueur

4.7 – Travaux préparatoires :

Sur sol carrelé :

Dégraissage, nettoyage, ponçage et dépoussiérage des sols existants en carrelage et application d'un primaire d'accrochage 2 composants.

Sur sol avec dépose ancien revêtement :

Après dépose du revêtement de sol existant ponçage, dépoussiérage, et neutralisation des anciennes colles.

Sur sol non préparé :

Préparation des sols par ragréage au mortier adapté compris ponçage et dépoussiérage avant pose du revêtement et rattrapage du niveau du sol pour une parfaite planéité.

Exécution des ragréages :

Sur fonds propres, nettoyés et dégraissés, il sera procédé à un ragréage général de sols destinés à remédier aux imperfections et détériorations du surfacage.

L'épaisseur moyenne de ce ragréage sera d'environ 2 mm.

4.8 – Réfection planchers :

Fourniture et pose de dalles entières ou découpées pour la réfection éventuelle des planchers nécessitant une reprise. Les épaisseurs seront d'environ 22 mm. Les travaux comprendront la dépose des parties existantes en mauvaise état, la consolidation éventuelle du support et la mise en œuvre des dalles de particules en prenant soin de raccorder les parties neuves aux parties en place (planéité et différence de niveau), et en veillant à prévoir un léger jeu pour les dilatations dans les 2 sens.

Matériaux utilisés :

- Dalles de particules de type CTBH
- Médium hydrofuge

Le type et l'épaisseur seront définis par le Maître d'Ouvrage au cas par cas.

4.9 – Sous-couche isolante :

Fourniture et pose d'une sous-couche d'isolation phonique en mousse de polyéthylène extrudé d'épaisseur 3mm **ou matériaux écologiques en fibre de bois équivalent**. A poser sur sols sans aspérités pouvant perforer l'isolation et provoquer ainsi des ponts phoniques. L'affaiblissement acoustique $\Delta L=17$ db (A).

Attention à l'utilisation de colles ou solvants attaquant incompatibles avec l'isolant.

4.10 - Revêtements de sols plastiques et moquettes :

Fourniture et pose de revêtements de sols souples sur sous-couche à la colle spéciale, compris tous ragréages préalables nécessaires à une parfaite planimétrie.

Mise en œuvre suivant avis technique.

a) Supports :

Ils devront être parfaitement dressés, sans flache ni bosse, conformes au Cahier des Charges du C.S.T.B. N° 283 - Livraison 85 - pour la « préparation des ouvrages en vue de la pose des revêtements de sols minces ».

Dans tous les cas, le support devra être plan, lisse, sec, propre et dépoussiéré.

b) Pose :

Le titulaire devra utiliser la colle la mieux adaptée au revêtement et respecter les prescriptions d'utilisation du fabricant de colle (type de spatule, température de stockage, degré hygrométrique, etc....). La pose ne devra pas s'exécuter à une température ambiante inférieure à 15° C.

Les joints entre lés à la pose seront acceptés à condition qu'ils soient pratiquement invisibles et toujours perpendiculaires aux façades vitrées. Il n'y aura aucun joint sur la largeur des lés.

Dans chaque pièce, tous les lés proviendront d'un même rouleau, et seront posés dans le même sens.

Nota : Il est rappelé au titulaire que le matériau mis en œuvre devra correspondre aux exigences du label acoustique concernant les bruits d'impact, conformément à la réglementation.

c) Colles :

Le titulaire devra se conformer aux prescriptions techniques et recommandations :

- Du fabricant de revêtement concernant le type et les caractéristiques de la colle à utiliser,
- Du fabricant de colle, concernant la conservation et la mise en œuvre de la colle, en fonction des caractéristiques du support (perméabilité, température, humidité, etc....).

4.11 – Prescriptions générales de pose :

Les revêtements seront marouflés, c'est-à-dire qu'il faut presser le revêtement que l'on colle sur le support.

Les rives de revêtements devront joindre exactement les murs et cloisons du périmètre des locaux. Un joint souple sera réalisé en périphérie des pièces traitées en revêtement de sol souple pour éviter tout problème d'infiltration d'eau sous le revêtement lors du nettoyage courant des locaux.

Les joints seront à coupe franche. Les découpages au droit des tuyauteries, appareils et accidents divers seront exécutés d'une façon parfaite.

Les jonctions entre revêtements différents seront réalisées à mi-feuillures des portes.

Les placards seront toujours traités avec les mêmes revêtements que les locaux dont ils dépendent. Les niveaux finis des sols devront être uniformes quel que soit le revêtement de sol prévu.

Le titulaire devra s'assurer et prendre ses dispositions au cas où le chauffage est par le sol.

4.12 – Revêtements plastiques en lés ou dalles :

Fourniture et mise en place d'un revêtement de sol plastique en lés ou dalles, à couche de surface colorée dans la masse, sur semelle d'isolation acoustique.

Les lés, d'une seule longueur seront disposés perpendiculairement aux façades éclairées de façon naturelle.

Pose par collage en plein à l'aide d'un adhésif titulaire d'un avis technique du CSTB, agréé et testé par le fabricant du revêtement, et marouflage soigné.

Pour assurer le classement P3 requis, les joints entre lés seront soudés à chaud, bord à bord. Les lés de 1,50 m de largeur auront les caractéristiques suivantes :

Lés multicouches constituées d'une feuille de surface calandree en PVC plastifié associé à une double sous couche de mousse à cellules fermées et renforcées d'un complexe non tissé, grille de fibre de verre, revêtue d'un traitement photo-réticulé anti-encrassement.

Revêtement en rouleaux :

- Classement U4 P3 E2/3 C3
- Classement au feu M3, minimum M4 exigé
- Coloris au choix du Maître d'Ouvrage.

La société présente dans son offre la gamme des sols qu'elle mettra en œuvre.

4.13 – Revêtements de type linoléum :

Fourniture et pose par collage en plein d'un revêtement de sol naturel de type linoléum en lés en deux couches sur support toile de jute. Il sera bactéricide et très peu sensible à la brûlure de cigarette. Les joints seront soudés à chaud perpendiculairement aux ouvertures.

- Classement U4 P3 E1/2 C2
- Classement feu : M3, minimum M4 exigé
- Coloris au choix du maître d'Ouvrage.

La société présente dans son offre la gamme des sols qu'elle mettra en œuvre.

4.14 – Moquette en lés :

Les moquettes mises en œuvre seront dotées d'un écolabel

Fourniture et mise en place d'un revêtement de sol textile aiguilleté en lés, avec dessin ou uni.

Les lés, d'une seule longueur seront disposés perpendiculairement aux façades éclairées de façon naturelle.

Pose par collage en plein à l'aide d'un adhésif titulaire d'un avis technique du CSTB, agréé et testé par le fabricant du revêtement, et marouflage soigné.

Les lés de 2,00 m de largeur auront les caractéristiques suivantes :

- Surface 100 % Polyamide sur support synthétique. Traitement anti-tâches
- Epaisseur de 4 à 5 mm
- Poids de velours 400 g/m²
- L=17 db (A)
- Classement U3 P3 E1 CO-M3
- Coloris et motif au choix du Maître d'Ouvrage.

La société présente dans son offre la gamme des sols qu'elle mettra en œuvre.

4.15 – Moquette en dalles :

Les moquettes mises en œuvre seront dotées d'un écolabel

Fourniture et pose par collage à la poisse d'une moquette textile en dalle 50 x 50 cm avec un poids de velours de 950 g/m².

Fourniture et pose par collage à poisse d'une moquette textile en dalle 50 x 50 cm avec un poids de velours de 950 g/m².

Fourniture et pose par collage à la poisse d'une moquette textile tufté bouclée en fibre polyamide antistatique en dalles plombantes de 50 x 50 cm, Classement U3P3 M3 avec un poids de fibre de 540 g/m² ou équivalent.

Le candidat présente dans son offre la gamme des sols qu'elle mettra en œuvre.

4.16 – Autres qualités :

D'autres qualités de matériaux pourront être demandées par le maître l'université. En ce cas le devis sera établi au déboursé.

4.17 – Barre de seuil :

Fourniture, pose et fixation par vis fraisée à têtes bombées de bandes de seuils en acier inox, profil semi- bombé de 30 mm de largeur.

A poser en un seul élément sur la largeur de chaque seuil à traiter, au raccordement des revêtements de sols de nature différents.

Le titulaire devra s'assurer qu'il n'y a pas de chauffage par le sol à cet endroit ou prévoir un autre type de fixation.

4.18 – Mise en jeu :

Façon de mise en jeu à donner sous les portes après pose du revêtement pour un fonctionnement normal.

4.19 – Arrêts de porte :

Fourniture et pose de butoirs de porte de 30 mm minimum de diamètre avec monture à rehausse en laiton verni et boulet caoutchouc fixés par vis et chevilles.

Fourniture et pose de battements sur platine de crémone avec gâche en laiton poli fixés par vis et chevilles.

V – Contrôles, réception et garantie :

5.1 – Contrôles et essais :

Les contrôles et essais des matériels et matériaux mis en œuvre seront effectués conformément aux définitions du R.E.E.F.

Dans le cadre du contrôle technique institué par la loi N°78.12 du 4 janvier 1978 et ses décrets d'application, les entrepreneurs devront justifier de la réalisation des essais de vérification et d'auto- contrôle.

En dehors des essais obligatoires, des essais spéciaux demandés par le Maître d'Ouvrage pourront également être effectués soit en règle générale :

- Tous les équipements d'ordre mécanique ou électronique feront l'objet d'essais avant réception. Les débits, rendements, bruit, sécurité, doivent être conformes aux prescriptions ou normes imposées.
- Des essais complémentaires peuvent être demandés en cours de travaux ou à leur réception, soit en usine, soit sur le chantier.

La fourniture des échantillons et les frais des essais sont à la charge du titulaire.

5.2 – Réception :

Toute réception pourra être prononcée avec des réserves portant sur des imperfections mineures dont la reprise sera effectuée par le titulaire dans un délai qui sera défini d'un commun accord et consigné sur le procès-verbal de réception.

La remise à jour de tous les plans et documents de l'installation (DOE) fera partie intégrante de la réception.

Un organisme de contrôle agréé, choisi par le Maître d'ouvrage pourra effectuer des mesures et valider le

paramétrage des instruments de mesure en cours de validation par le fournisseur.

5.3 – Garantie :

Les garanties sont celles décrites par la loi dite « loi Spinetta » de 1978.

L'approbation des documents de l'entreprise, ainsi que les réceptions ne diminuent en rien les responsabilités du titulaire.

Le titulaire a l'obligation, pendant la période de garantie, de remettre en état les parties de l'ouvrage ou des ouvrages qui seraient détériorés.

Le titulaire demeure seule responsable des dommages ou accidents causés à des tiers au cours ou après l'exécution des travaux et résultant de son propre fait ou de celui du personnel mis à sa disposition, elle devra prouver que son assurance peut couvrir ces risques.